

Les pratiques linguistiques d'Overijse choquent

■ Dans son journal officiel, *De Overijseenaar*, les autorités communales d'Overijse appellent les citoyens à dénoncer les résistants à la langue flamande, preuves à l'appui.

On ne va pas aller traduire pizza en Italiaanse pannekoek ! Ou la chaîne de fast-food Quick en Vlug", réagissait vendredi le député fédéral FDF Bernard Clerfayt suite au scandale qui secoue Overijse depuis jeudi dernier.

Dans son dernier journal officiel, intitulé *De Overijseenaar*, la commune flamande appelle, en effet, ses citoyens à dénoncer, en page 9, toute personne récalcitrante à la langue de Vondel via une adresse e-mail.

Un "bureau des plaintes"

C'est donc un véritable "bureau des plaintes" intitulé *taalklacht@gmail.com* qui s'est mis en place à Overijse et qui permet, depuis quelques jours, de centraliser les manquements au néerlandais subis par les néer-

landophones dans la commune, photos à l'appui et avec l'assentiment du bourgmestre, le CD&V-NVA Dirk Brankaer.

Un obscur organisme de bénévoles locaux, baptisé *Taal Respect*, se charge ensuite d'écrire, dans un français impeccable, un courrier invitant les coupables à

changer leurs devantures, leurs affichettes, leurs enseignes commerciales, bref, leurs habitudes linguistiques, qu'elles soient francophones, anglophones, italiennes ou autres. "Nous constatons que votre enseigne, *Thai Take Away*, est unilingue anglais", ont-ils ainsi signifié à un restaurateur thaïlandais de la commune. *Taal Respect* ignore semble-t-il, qu'une quantité non négligeable d'anglophones d'Europe et d'ailleurs vit à Overijse et fréquente ses restaurants et magasins situés à quelques kilomè-

tres à peine de Bruxelles. "Nous voudrions vous demander de changer le texte en *Thai meeneemrestaurant*, poursuivent-ils. De cette façon, vous soutenez le caractère néerlandophone de la commune sans que cela ne vous porte un préjudice commercial."

"Inacceptable"

Habilement déguisée, la menace effraye. Choque. Et scandalise. Du côté des francophones qui évoquent le retour à une bien sinistre époque de l'histoire, les réactions ne se sont pas faites attendre. Surprise : du

côté flamand non plus.

Interpellé le 12 juin dernier au parlement fédéral par le président du FDF Olivier Maingain qui lui a martelé qu'il s'agissait ici d'un appel à la délation organisé et donc financé par la com-

mune d'Overijse, "alors qu'il s'agit de l'exercice d'une liberté fondamentale", le CD&V Yves Lettermé a lâché : "Ce bureau des plaintes n'est pas acceptable".

Même son de cloche du côté du ministre flamand des Affaires intérieures, Marino Keulen (VLD) qui a ouvertement con-

damné l'initiative prise par la commune flamande.

"L'idée de délation est condamnable, moyenâgeuse et en dessous de tout", a-t-il déclaré, provoquant la surprise du côté de la NVA pour qui les autorités communales ont simplement voulu insister sur le caractère flamand d'Overijse. "C'est une action amicale et non-agressive qui s'inscrit parfaitement dans la ligne de ce que fait l'ASBL *De Rand* et la province du Brabant flamand", a-t-il expliqué.

LUDIVINE NOLF